



GHT Drôme Ardèche Vercors

EXTERNALISATION DU CODAGE DES SEJOURS

MARCHE 2023-79 GHT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Direction des Achats

GROUPEMENT HOSPITALIER PORTES DE PROVENCE

Quartier Beausseret – 26216 MONTELMAR Cedex

Pour le compte de :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCE

Etablissement support du GHT Drôme Ardèche Vercors

Sommaire

1. Dispositions générales du contrat.....	4
1.1. Préambule : le GHT Drôme Ardèche Vercors.....	4
1.1.1. Composition du GHT Drôme Ardèche Vercors	4
1.1.2. Fonctionnement	5
1.2. Objet du marché.....	6
1.3. Durée et délais d'exécution	6
1.4. Pièces contractuelles	6
1.5. Forme du marché.....	7
1.6. Réalisation de prestations similaires	7
1.7. Modifications en cours de marché - Clause de réexamen	7
1.8. Allotissement.....	8
2. Responsabilités.....	8
2.1. Agréments.....	8
2.2. Obligations de conseil	8
2.3. Obligations d'informations	8
2.4. Obligation à la charge de l'établissement	9
2.5. Confidentialité	9
2.6. Règlement intérieur.....	9
2.7. Continuité du service.....	10
2.8. Régime des droits de propriété intellectuelle	10
2.9. Assurances	10
2.10. Protection de l'environnement, sécurité et santé	11
2.11. Evolution législative ou réglementaire	11
3. Personnel du titulaire.....	11
3.1. Personnel du titulaire.....	11
3.2. Statut du personnel du titulaire	12
3.3. Protection individuelle	12
3.4. Absence prolongée, départ du personnel, remplacement.....	12
3.5. Récusation du personnel du titulaire	13
3.6. Règles s'imposant aux personnels du titulaire.....	13
3.7. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	13
3.8. Utilisation langue française.....	13
3.9. Salarié étranger.....	14
4. Clause RGPD (CCAP).....	14
4.1. Sécurité et protection des données (RGPD).....	14
4.1.1. Les généralités.....	14
4.2. Le droit d'information des personnes.....	15
4.3. La notification des violations de données à caractère personnel	15
4.4. Les mesures de sécurité	16
4.5. La désignation d'un DPO.....	16
4.6. Le registre des catégories d'activités de traitement	16
4.7. La documentation.....	17
4.8. Les données.....	17
5. Sous-traitance	17

6. Modalités financières.....	17
6.1. Modalités et détermination du prix.....	17
6.1. Rémunération du titulaire	18
6.2. Modalités de variation des prix	18
6.3. Conditions de revalorisation	19
6.4. Clause de butoir et clause limitative de sauvegarde	19
6.5. Evolution d'une charge fiscale	19
6.6. Titulaire étranger	19
7. Constatation de l'exécution.....	19
7.1. Opérations de vérification.....	20
7.2. Admission et transfert de propriété.....	20
8. Modalités de règlement des comptes	20
8.1. Bons de commande	20
8.2. Facturation électronique.....	21
8.3. Règlement.....	21
8.4. Délai global de paiement.....	22
9. Pénalités	22
9.1. Généralités.....	22
9.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents	23
9.3. Pénalités pour délai d'exécution	23
9.4. Pénalité suite contentieux.....	23
9.5. Pénalités pour retard ou absence en réunion	23
9.6. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	24
9.7. Pénalités pour sous-traitance occulte.....	24
9.8. Pénalités pour travail dissimulé	24
9.9. Autre pénalité	24
10. En cas de changements affectant le titulaire.....	24
11. Défaillance et résiliation	25
11.1. Généralités.....	25
11.2. Autres défauts d'exécution	26
11.3. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	26
11.4. Redressement ou liquidation judiciaire	27
11.5. Résiliation pour transfert d'activité.....	27
12. Différends et litiges.....	27

1. Dispositions générales du contrat

1.1. Préambule : le GHT Drôme Ardèche Vercors

La loi de modernisation de notre système de santé prévoit un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, appelés les « Groupements Hospitaliers de Territoire (G.H.T.) ».

L'objectif est de garantir à tous les patients un meilleur accès aux soins en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical. Cela doit permettre d'inscrire les hôpitaux publics dans une vision partagée de l'offre de soins, de mieux organiser les prises en charge, territoire par territoire, et de présenter un projet médical répondant aux besoins de la population.

Un arrêté n° 2022-17-0472 portant approbation de la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire Drôme-Ardèche-Vercors, a été signé en date du 31 Décembre 2022 et a désigné le Centre Hospitalier de Valence comme Etablissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Drôme Ardèche Vercors.

1.1.1. Composition du GHT Drôme Ardèche Vercors

Le GHT Drôme Ardèche Vercors est composé des établissements suivants :

- Centre Hospitalier de Valence, Etablissement support du GHT, dont le siège est 179 boulevard Maréchal Juin 26953 VALENCE Cedex 9
- Groupement Hospitalier « Portes de Provence » dont le siège est quartier Beausseret 26216 MONTELMAR cedex
- Hôpitaux Drôme Nord dont le siège est 607 avenue Geneviève de Gaulle Anthonioz 26102 ROMANS SUR ISERE Cedex,
- Centre Hospitalier d'Ardèche Méridionale dont le siège est avenue de Bellande 07205 AUBENAS cedex
- Centre Hospitalier Drôme-Vivarais dont le siège est 391 route des Rebatières, BP 16, 26760 MONTELEGER
- Centre Hospitalier Privas Ardèche dont le siège est 2 avenue Pasteur - 07000 PRIVAS Cedex,
- Centre Hospitalier de Crest dont le siège est quartier Mazorel Nord 26400 CREST,
- Centre Hospitalier « Claude Dejean » dont le siège est 204 rue de l'hôpital BP 34 - 07170 VILLENEUVE DE BERG,
- Centre Hospitalier de Saint-Marcellin, devenant à compter du 1^{er} Janvier 2023 le Centre Hospitalier Intercommunal Vercors Isère, dont le siège est 1 avenue Félix Faure BP 8 38161 SAINT MARCELLIN,
- Centre Hospitalier de Die dont le siège est rue Bouvier 26150 DIE,
- Centre Hospitalier « Les Cévennes Ardéchoises » dont le siège est 2 rue du Bourdary 07260 JOYEUSE,
- Centre Hospitalier de Tournon dont le siège est 50 rue des Alpes 07301 TOURNON,
- Centre Hospitalier Intercommunal dont le siège est 1 rue Paul Sépard 07700 BOURG SAINT ANDEOL,
- Centre Hospitalier de Rocher Largentière dont le siège est avenue des marronniers 07110 LARGENTIERE,
- Centre Hospitalier de Lamastre dont le siège est 5 avenue Elisée Charra 07270 LAMASTRE,
- Centre Hospitalier de Nyons dont le siège est 11 avenue Jules Bernard 26110 NYONS,
- Centre Hospitalier de Buis les Baronnies dont le siège est Le Jonchier 26170 BUIS LES BARONNIES,
- Centre Hospitalier du Cheylard dont le siège est 1 rue Fernand Lafont BP 43 07160 LE CHEYLARD,

- Centre Hospitalier « Sully Eldin » de Vallon Pont d'Arc dont le siège est 6 rue Louis Claron 07150 VALLON PONT D'ARC.

Le GHT peut aussi accueillir comme partenaires des établissements médicaux-sociaux du territoire, avec lesquels une Convention a été signée.

1.1.2. Fonctionnement

En application de l'article R.6132-6 du Code de la Santé Publique :

- Le Centre Hospitalier de Valence en sa qualité d'établissement support du GHT Drôme Ardèche Vercors, est chargé d'assurer les procédures de passation des marchés publics pour le compte de l'ensemble des établissements partie de l'ancien GHT Rhône Vercors Vivarais,
- Par délégation, la Direction des achats du Groupement Hospitalier « Portes de Provence » est chargée d'assurer les procédures de passation des marchés publics pour le compte de l'ensemble des établissements partie de l'ancien GHT Sud Drôme Ardèche, à savoir :
 - Groupement Hospitalier « Portes de Provence » dont le siège est quartier Beausseret 26216 MONTELIMAR cedex
 - Centre Hospitalier d'Ardèche Méridionale dont le siège est avenue de Bellande 07205 AUBENAS cedex
 - Centre Hospitalier Privas Ardèche dont le siège est 2 avenue Pasteur - 07000 PRIVAS Cedex,
 - Centre Hospitalier « Claude Dejean » dont le siège est 204 rue de l'hôpital BP 34 - 07170 VILLENEUVE DE BERG,
 - Centre Hospitalier « Les Cévennes Ardéchoises » dont le siège est 2 rue du Bourdary 07260 JOYEUSE,
 - Centre Hospitalier Intercommunal dont le siège est 1 rue Paul Séward 07700 BOURG SAINT ANDEOL,
 - Centre Hospitalier de Rocher Largentière dont le siège est avenue des marronniers 07110 LARGENTIERE,
 - Centre Hospitalier de Nyons dont le siège est 11 avenue Jules Bernard 26110 NYONS,
 - Centre Hospitalier de Buis les Baronnies dont le siège est Le Jonchier 26170 BUIS LES BARONNIES,
 - Centre Hospitalier « Sully Eldin » de Vallon Pont d'Arc dont le siège est 6 rue Louis Claron - 07150 VALLON PONT D'ARC.

En phase de passation du marché public, le Groupement Hospitalier Portes de Provence assure pour le compte de ces établissements, la procédure de passation (de la publication à la signature du marché), ainsi que certaines missions liées à l'exécution (avenant, prise en charge des modifications du marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de reconduction, décision de révision des prix, résiliation du marché).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. Cette exécution du marché couvre son régime opérationnel et financier (l'agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution, la gestion et l'émission des commandes ou ordres de services passés au titre des marchés, la réception, la vérification et admission du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, l'application des pénalités, la liquidation et le mandatement des factures, etc.).

Chaque établissement partie ou partenaire demeure garant de l'expression de ses besoins.

1.2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission d'externalisation du codage des séjours.

Le périmètre, la description du besoin et ses spécifications sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.

Le candidat (seul ou en groupement) doit soumissionner pour l'ensemble des phases prévues dans le marché.

Le détail technique des prestations attendues de l'AMO est défini dans le CCTP.

1.3. Durée et délais d'exécution

La date prévisionnelle de début effectif des prestations est le **01.01.2024**. Elle sera confirmée sur l'acte d'engagement à la signature du marché.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois 12 mois, pour une durée totale, reconductions comprises, de 48 mois.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard trois mois avant la fin de la période considérée (date d'anniversaire), en notifiant par écrit au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché.

La non reconduction du marché ne donne pas lieu à un versement d'indemnité.

Le silence gardé par l'établissement à l'issue de chaque période de validité du marché vaut reconduction du marché.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction du marché selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

1.4. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, conformément à l'article 4.1 du CCAG-PI 2021, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
 - Le cadre de réponse selon modèle imposé (Annexe A)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les livrables exigés dans les documents de consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI 2021) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre du titulaire

Les pièces générales sont réputées connues, car publiées (JO et autre support légal). Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Hormis le CCAG applicable, seuls les exemplaires gardés dans les archives du GHPP font foi.

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI 2021, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG PI 2021.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-PI 2021, seuls seront notifiés au titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement.

Durant la consultation et toute la durée d'exécution du marché, toute clause, condition générale ou spécifique ou documentation quelconque, figurant dans les documents envoyés par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

Il appartient au titulaire de signaler avant la signature du marché les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-PI 2021, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité sera remis au titulaire sur demande écrite.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

1.5. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre, attribué à un seul opérateur économique, sans minimum et avec un montant maximum de 300 000,00 € HT, en application des articles L2125-1 1° et R2162-4. Conformément aux articles R2162-2 et R2162-3 l'accord-cadre s'exécute :

- En partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique lorsque les stipulations contractuelles sont dans le CCTP.
- Et en partie par la conclusion éventuelle de marchés subséquents, pour des prestations ayant un objet lié au marché y compris pour les autres établissements du GHT ; Dans ce cas une demande écrite précisera les modalités d'exécution demandées, dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique. Dans le cas où aucun accord ne pourrait être trouvé entre le titulaire du présent accord cadre et l'établissement, ou si les montants dépassaient les seuils autorisés, l'établissement procédera à la publicité d'une nouvelle mise en concurrence.

1.6. Réalisation de prestations similaires

En application de l'article L2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence peut être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires, notamment par l'ajout d'un établissement appartenant au GHT ou pour des opérations similaires.

1.7. Modifications en cours de marché - Clause de réexamen

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 à 2194-3 et R2194-5 du Code de la Commande Publique, des modifications du marché public peuvent avoir lieu sur le périmètre de la prestation ou sur l'exécution du marché (ajout d'un établissement partie, délais, modalités d'exécutions, ...).

Chaque modification est notifiée par avenant, après accord des parties.

1.8. Allotissement

En vertu de l'article L2113-10 et 11 du Code de la Commande Publique, le présent marché n'est pas alloti ; l'objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

2. Responsabilités

2.1. Agréments

Le titulaire doit posséder l'ensemble des agréments réglementaires requis pour réaliser la prestation, objet du marché, et ce, pendant toute la durée d'exécution.

Le titulaire doit fournir les documents relatifs à ses agréments pendant toute la durée d'exécution et informer l'établissement concerné et le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais d'une éventuelle évolution.

Le retrait d'agrément ou de certification entraîne de plein droit la rupture du marché aux torts du titulaire.

2.2. Obligations de conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseils, de mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si des conseils, des informations, et des recommandations sont formulés oralement à l'établissement, ils donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG-PI 2021.

L'établissement est tenu de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du marché.

2.3. Obligations d'informations

Le titulaire s'engage à délivrer à l'établissement toute information nécessaire et à lui communiquer tous documents, conseils et mises en garde dans le cadre de l'exécution de ses prestations qui seraient utiles à l'exécution du projet.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations fournis par l'établissement et avoir veillé à leur cohérence. Lors de la remise de ses prestations, le titulaire ne peut pas faire état d'erreurs, d'omissions ou d'incohérences entre les documents ou les informations dont il dispose pour exécuter des prestations incomplètes ou non conformes.

Le titulaire s'engage à demander à l'établissement, en temps utiles, toutes informations complémentaires qui lui seraient nécessaires pour l'exécution du présent marché. Il lui appartient également de diligenter les éventuelles démarches nécessaires afin de recueillir les informations utiles à la bonne exécution des prestations qui ne seraient pas disponibles. Ces démarches seront effectuées, sous le contrôle des services de l'établissement, dans la plus stricte indépendance et la plus parfaite neutralité ainsi que dans le respect de l'obligation de confidentialité.

Si au cours de la réalisation des prestations, une difficulté apparaissait, la collaboration nécessaire des parties engage le titulaire à alerter l'établissement dans les meilleurs délais et à se concerter avec lui pour mettre en place la solution la mieux adaptée.

Le titulaire ne peut également demander de majoration du prix forfaitaire en raison de la méconnaissance des conditions d'exécution prévues au présent article.

2.4. Obligation à la charge de l'établissement

L'établissement s'engage :

- À permettre au personnel du titulaire l'accès à ses locaux, dans les conditions prévues par son règlement intérieur, à ses jours et heures d'ouverture ;
- À collaborer avec le titulaire dès lors qu'il en est nécessaire ;
- À fournir au titulaire, dès la notification du marché, tous les documents, renseignements et informations qu'il détient pour lui permettre de mener à bien ses études.

L'établissement désigne un responsable référent pour suivre l'exécution de l'ensemble des prestations. Il est l'interlocuteur unique du titulaire. Le responsable référent est assisté par les personnes qui, au sein de l'établissement, sont susceptibles d'intervenir dans le cadre de la mission. Le responsable référent est chargé :

- De fournir au titulaire tout renseignement utile, document et information dont l'établissement disposerait pour permettre au titulaire de réaliser correctement les prestations objet du marché ;
- De participer à l'élaboration du planning et de veiller au respect de celui-ci par le titulaire ;
- De participer aux arbitrages éventuels et d'intervenir dans la mise en œuvre des méthodes de travail et des choix d'organisation qui en découlent ;
- De vérifier les demandes d'acompte du titulaire.

2.5. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI 2021, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et descriptions dont il aura eu connaissance durant l'exécution des marchés.

Les supports informatiques et documents pouvant être fournis par l'établissement au titulaire restent la propriété de l'établissement.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En cas de non-respect des informations précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles ou de non-respect des dispositions du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation immédiate du marché en application de l'article 39 du CCAG-PI 2021.

2.6. Règlement intérieur

Le titulaire respecte l'ensemble des protocoles en place, ainsi que le règlement intérieur en vigueur dans l'établissement, principalement en ce qui concerne le stationnement et les vitesses de circulation. Il fait en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des patients, ou des salariés, ni de désordre.

L'établissement s'engage à communiquer ces éléments d'informations dès la mise au point du marché.

2.7. Continuité du service

Le titulaire s'engage à assurer la continuité de ses prestations, conformément aux obligations découlant des documents du marché, pendant toute la durée du marché.

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas affectée.

En cas de grève de son personnel, le titulaire s'engage, sans pour autant remettre en cause le droit de grève, à faire tout son possible pour assurer un service minimum auprès de l'établissement.

Aucun surcoût ne peut être induit par ces types d'évènements.

En cas de survenance d'un cas de force majeure, le titulaire se rapprochera de l'établissement pour étudier d'un commun accord, les modalités de service minimum.

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI 2021, dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure d'assurer les prestations dans les délais fixés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix afin de pourvoir aux besoins du service aux frais, risques et périls du titulaire, sans mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-PI 2021, sous réserve que ces prestations ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à en reprendre l'exécution s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

2.8. Régime des droits de propriété intellectuelle

Les résultats, droits de propriété intellectuelle ou les droits de toute autre nature sont conformes aux stipulations des articles 32 à 35 du CCAG-PI 2021.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI 2021, le titulaire accorde à l'établissement, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour l'ensemble des besoins et finalités d'utilisation exprimés ou non dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

2.9. Assurances

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement, aux patients et résidents, aux biens et aux tiers du fait :

- De son personnel en activité de travail,
- D'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI 2021, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, au moment du dépôt de son offre.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI 2021, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

2.10. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément aux dispositions prévues à l'article 7 du CCAG-PI 2021, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

2.11. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique, environnemental et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant au-dit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

3. Personnel du titulaire

3.1. Personnel du titulaire

Le titulaire déclare avoir pris toute la mesure des besoins de l'établissement, notamment en termes de qualité de service et de délais d'exécution.

Le titulaire fait le nécessaire pour disposer de moyens humains suffisants pour réaliser les prestations dans la période et délais impartis.

Aussi, le titulaire s'engage à faire bénéficier à l'établissement, notamment, de tout son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine des prestations du présent marché.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les exigences de l'établissement,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences,
- Maintenir une forte réactivité et implication pendant toute la durée du marché.

Afin d'assurer le succès des prestations, objet du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution des marchés des personnels homogènes par prestation, compétents, disponibles et réactifs. Les prestations seront exécutées par des personnels du titulaire possédant les compétences nécessaires.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la (des) personne(s) qui se trouve(nt) nommément désignée(s) par le titulaire pour en assurer la conduite. Le titulaire indique nommément dans son offre, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI 2021, la(les) personne(s) chargée(s) de l'exécution des prestations.

En complément des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-PI 2021, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes nommément désignées dans son offre, dont les CV et les rôles dans le déroulement des missions, y auront été joints et jugés adaptés par l'établissement.

3.2. Statut du personnel du titulaire

Le titulaire demeure tout au long de la réalisation des prestations le seul responsable des intervenants. Le personnel du titulaire est sous son autorité, sa responsabilité hiérarchique et sa direction. Ainsi, il recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité les intervenants désignés par lui pour la réalisation des prestations.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

Néanmoins, la Direction de l'établissement se réserve le droit d'interdire l'accès aux locaux et de demander le remplacement immédiat des agents jugés par lui indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

3.3. Protection individuelle

Le titulaire garantit que son personnel dispose des équipements de protection individuelle adéquats et réglementaires pour effectuer les tâches à faire dans les meilleures conditions.

3.4. Absence prolongée, départ du personnel, remplacement

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI 2021, le titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétences équivalents.

Ainsi, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le titulaire doit impérativement, sans délai, en aviser l'établissement pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Les informations, avis, propositions et décisions entre les parties sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI 2021.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI 2021, le titulaire doit proposer à l'établissement un remplaçant de niveau et de compétences équivalents dans les 20 jours ouvrés suivant la réception de l'avis mentionné ci-dessus.

Ce remplaçant devra être expressément agréé par l'établissement et celui-ci se réserve le droit de rejeter le candidat proposé dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI 2021. La décision de récusation prise par l'établissement est motivée.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI 2021, le titulaire dispose alors de 5 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI 2021, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'établissement, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI 2021.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

3.5. Récusation du personnel du titulaire

Pendant toute la durée de la mission, l'établissement se réserve le droit de récuser les personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés (notamment d'une part, en cas de conflit d'intérêt et d'autre part en cas d'inadaptation des compétences) à l'exécution des prestations.

L'établissement doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles il souhaite récuser le personnel du titulaire.

Le titulaire du marché doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au 3.2 du présent article.

3.6. Règles s'imposant aux personnels du titulaire

Le titulaire s'engage à observer et à faire observer par les personnes chargées de la conduite et de la réalisation des prestations du marché :

- Une parfaite indépendance et une stricte neutralité à l'égard des acteurs intéressés par l'opération ou susceptibles de l'être, tant de façon directe qu'indirecte ;
- Ainsi que l'obligation de confidentialité définie dans le présent document.

L'établissement se réserve le droit d'exiger du titulaire qu'il retire de l'exécution du marché toute personne qu'il emploie et qui ne respecterait pas ces exigences. Si le personnel du titulaire est appelé à travailler dans les locaux de l'établissement, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'accès et de sécurité applicables.

3.7. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-PI 2021, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

3.8. Utilisation langue française

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus d'avancement, les rapports d'analyse, les courriers, la documentation associée, sauf accord du pouvoir adjudicateur, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

En application des dispositions de l'article R. 4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le titulaire peut être tenu, suite à l'information

préalable de l'établissement, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du titulaire.

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, l'établissement désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs sont déduits en intégralité des factures du titulaire. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du titulaire.

3.9. Salarié étranger

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En outre, conformément à la réglementation, le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail (et récapitulées dans le formulaire NOT11 téléchargeable sur le site du Ministère des Finances).

4. Clause RGPD (CCAP)

4.1. Sécurité et protection des données (RGPD)

4.1.1. Les généralités

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour rappel, le qualificatif de sous-traitant figurant dans ce texte européen désigne le fournisseur titulaire du marché.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (cf. description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet du contrat,
- Traiter les données conformément aux instructions documentées des établissements du GHT. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'établissement. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'établissement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut,
- Demander l'autorisation à l'établissement pour faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Il doit informer préalablement et par écrit l'établissement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'établissement dispose d'un délai minimum de 15 jours, à compter de la date de réception de cette information, pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'établissement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

4.2. Le droit d'information des personnes

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue l'établissement avant la collecte de données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'établissement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'établissement et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat.

4.3. La notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'établissement partie concerné toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'établissement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'établissement, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'établissements parties, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés,
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- La description des mesures prises ou que l'établissement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'établissement, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'établissement du GHT, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés,
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- La description des mesures prises ou que l'établissement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'établissement du GHT de ses obligations :

Le titulaire aide l'établissement du GHT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.4. Les mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité de l'établissement et ceux définis par lui-même en interne.

4.5. La désignation d'un DPO

Le titulaire s'engage à communiquer à l'établissement le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du Règlement Européen.

4.6. Le registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'établissement contractant pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du GHT DAV,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

4.7. La documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.8. Les données

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'établissement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

L'ensemble des obligations et responsabilités s'impose concernant le traitement de ces données personnelles.

5. Sous-traitance

Conformément à l'article L. 2193-1 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur impose que la majeure partie des tâches essentielles du présent marché soient effectuées directement par le titulaire.

Dans ces conditions, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur et du respect des articles L2193-4 à 7 et R2193-3 à 4 du Code de la Commande Publique.

La déclaration de chaque sous-traitant est obligatoire. Pour chaque sous-traitant, le titulaire doit joindre le document particulier annexé au présent CCAP et les pièces mentionnées.

Aucune sous-traitance à une entreprise étrangère n'est acceptée.

Toutes les clauses du marché s'imposent au sous-traitant qui y est soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer conjointement le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur et à l'établissement, lorsque l'un d'eux en fait la demande. Dans le cas contraire, dès constatation de l'anomalie, le titulaire encourt des pénalités décrites dans l'article 8.7 du présent document.

Il est rappelé que tout sous-traitant doit présenter dans l'exercice de la prestation dont il prend la charge, des licences, agréments et autorisations d'exercer conformément aux textes officiels dès lors que les prestations de sous-traitance l'exigent.

Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

6. Modalités financières

6.1. Modalités et détermination du prix

Les prix sont établis en euros, avec deux décimales.

Les prix unitaires et forfaitaires du marché sont les prix stipulés dans l'acte d'engagement. Ils sont exprimés HT et TTC et comportent au maximum deux décimales.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-PI 2021, les prix sont réputés comprendre toutes les prestations décrites dans le dossier de consultation et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés ; les documents et livrables exigés et les frais de reprographie afférents, le matériel, les frais de déplacements, les frais généraux, ainsi que toutes charges fiscales, charges parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les dépenses relatives à la rémunération des personnels que le titulaire estime nécessaire d'employer pour respecter les délais, ainsi que tous les frais afférents.

Il ne peut être facturé aucun frais afférent à des minimas de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

Le pouvoir adjudicateur insiste sur le fait que les prescriptions définies au présent contrat annulent les clauses conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses documents ou devis ultérieurs.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

6.1. Rémunération du titulaire

Le marché est conclu à prix forfaitaires pour la réalisation desdites prestations.

6.2. Modalités de variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix sont révisibles annuellement, à la date de reconduction du contrat, sur demande du titulaire, par application des formules de variation ci-après :

$$P = P0 (0,30 + 0,70 (In/I0))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

$P0$ = Prix initial à la valeur du mois zéro pour la première révision puis, pour les révisions suivantes, le prix résultant de la révision précédente,

$I0$ = Valeur de l'indice du mois zéro puis, pour les révisions suivantes, la valeur de l'indice de l'année précédente,

In = Dernière valeur connue de l'indice à la date de la révision,

L'indice de référence pour l'actualisation des prix est l'indice ICHTrev-TS, connu à la date de révision et publié dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE. Cet indice sert à mesurer l'évolution du coût de la main d'œuvre pour des prestations fournies dans le domaine de la santé. En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement ou, à défaut de publication d'un tel indice, de choisir un indice similaire.

La révision sera calculée par le titulaire et proposée à l'établissement, trois mois avant la date de prise d'effet par tout moyen écrit permettant d'établir une date certaine. A défaut, les prix de la période précédente seront reconduits de plein droit durant la nouvelle période d'exécution. Le titulaire fera parvenir une note détaillant le mode de calcul de la révision du prix. En l'absence de cet élément, les factures concernées ne seront pas honorées.

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, le « Mois zéro » est le mois qui précède le mois de signature de l'avenant par le titulaire.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

6.3. Conditions de revalorisation

Aucune revalorisation ne sera possible si le titulaire est soumis à une mise en demeure pour défaut de maintenance, de pilotage du contrat ou d'exécution (tel que décrits dans le CCTP) ou s'il a fait l'objet de plus de trois mises en demeure au cours des 12 derniers mois.

6.4. Clause de butoir et clause limitative de sauvegarde

En tout état de cause, la révision annuelle des prix ne pourra entraîner une augmentation des prix supérieure à 2.0%.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si l'ajustement annuel des prix entraîne une augmentation des prix supérieure à 2.0%.

Conformément à l'article R2194-1 et 5 du code de la commande publique, ces clauses ne s'appliquent pas dans le cas avéré d'une situation extérieure, imprévisible et exceptionnelle.

6.5. Evolution d'une charge fiscale

L'augmentation de la charge fiscale ou l'apparition d'une nouvelle charge fiscale en cours d'exécution du marché pèse sur l'établissement. A contrario, le titulaire s'engage à faire bénéficier à l'établissement toute baisse de la charge fiscale ou de disparition d'une charge fiscale existante au moment de l'exécution du marché.

6.6. Titulaire étranger

La monnaie de compte du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO reste inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

7. Constatation de l'exécution

Les opérations de réception, vérification et d'admission sont placées sous la responsabilité de l'établissement concerné par le marché.

7.1. Opérations de vérification

L'établissement partie dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative.

Les prestations livrées doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de prestations conformes est demandée.

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part des établissements parties dans le délai de 30 jours, les prestations sont considérées comme admises.

Nonobstant, la décision d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

7.2. Admission et transfert de propriété

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI par l'établissement.

Dans tous les cas, la décision d'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des produits à l'établissement est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

8. Modalités de règlement des comptes

8.1. Bons de commande

Conformément à l'article 1.1 du présent document, les bons de commande sont notifiés par l'établissement. Seuls les bons de commande signés par le représentant autorisé de l'établissement partie pourront être honorés par le titulaire.

Les ordres de services ou bons de commandes sont notifiés selon les stipulations de l'article 3.7 du CCAG-PI 2021.

Un calendrier de facturation est établi en fonction de l'état d'avancement des phases de la prestation.

A ce titre, chaque phase réalisée fait l'objet d'un paiement sous réserve de validation de l'ensemble des livrables pour chaque phase.

Chaque ordre de service comporte les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- Les délais d'exécution
- Le montant du bon de commande HT et TTC

Aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par le l'établissement, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande signé par l'établissement, en bonne et due forme.

8.2. Facturation électronique

La facturation s'établit tous les mois, à terme échu, après constat du service fait.

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI 2021, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'établissement de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La facturation électronique ne permet pas au titulaire de se soustraire aux exigences stipulées à l'article 9.4 du présent document.

8.3. Règlement

Les demandes de paiement sont présentées à l'établissement (lieu d'exécution de la prestation) selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI 2021, avec outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'établissement débiteur ;
- La date de facturation ;
- La nature et la description claire et explicite des prestations réalisées
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal qui doit être conforme à celui indiqué dans l'acte d'engagement ou ses avenants.

Conformément à l'article 11.3.3 du CCAG-PI 2021, la demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

8.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Toute facture non conforme fera l'objet d'une notification au titulaire, avec suspension du délai de paiement (article R2192-27 du code de la commande publique) dans l'attente de la réception d'une facture conforme.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'établissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

À compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 50 jours.

9. Pénalités

9.1. Généralités

Le titulaire doit impérativement respecter les éléments convenus et indiqués dans les documents du marché et de son offre. En cas d'exécution irrégulière ou incomplète des prestations, des pénalités particulières et dérogatoires à l'article 14 du CCAG-PI 2021 sont appliquées par l'établissement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI 2021, toute pénalité, quel que soit son montant, est due.

Les pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI 2021, le montant de toute pénalité ne peut excéder 30% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Sauf disposition contraire, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI 2021, toutes les pénalités commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (sauf mention contraire indiquée dans le présent CCAP), le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré quel que soit l'origine du dysfonctionnement.

Néanmoins conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI 2021, dans le cas où le titulaire souhaite utiliser ou mettre en œuvre des mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports de biens ou de personnes et aux modalités de fabrication, d'exécution ou de livraison, le titulaire n'est pas soumis aux pénalités s'il en a informé l'établissement au préalable, à l'appui d'éléments justificatifs.

Le montant des pénalités peut être déduit du montant des factures établies à l'occasion du bon de commande suivant celui pour lequel un dysfonctionnement a été constaté. A défaut, les pénalités sont imputées du montant des factures résultant de bons de commande ultérieurs.

En cas de groupements d'entreprises, lorsque les paiements sont effectués à des comptes séparés, le mandataire indique à qui sont imputables les pénalités. Dans l'attente de ces précisions, l'établissement les applique au mandataire du groupement.

Conformément à la règle jurisprudentielle de la proportionnalité des pénalités au dommage, l'établissement se réserve la possibilité de modérer les pénalités applicables au cas par cas.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la T.V.A.

9.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise de livrables ou documents demandés, ou tout autre document à fournir avant, pendant, ou après la prestation, une pénalité de **100 €** par jour calendaire de retard est appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure. Les dates de remise des livrables sont fixées préalablement par l'établissement et le titulaire, dans le cadre du calendrier proposé et validé.

9.3. Pénalités pour délai d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI 2021, lorsque le **délai contractuel d'exécution** est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée comme suit :

$P = 20 \text{ euros (prix jour de retard)} \times \text{nombre de jours de retard constaté}$

P : Montant des pénalités

En cas de retard cumulé d'exécution des prestations supérieur à 30 jours, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI 2021, si l'établissement demande l'application des pénalités de retard décrites ci-dessus et que le titulaire les conteste, il appartient à ce dernier dans un délai maximal de quinze jours à compter du jour de réception du décompte des pénalités, de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies et que les défauts constatés ne sont pas dus à un manquement à ses obligations.

9.4. Pénalité suite contentieux

Conformément à l'article 7 du CCTP, en cas d'indus et d'éventuelles sanctions financières établis dans le cadre des contrôles contentieux menés par l'Assurance Maladie, le titulaire se verra appliquer une pénalité à hauteur de **20% du montant total versé** à ce titre par l'établissement.

9.5. Pénalités pour retard ou absence en réunion

- En cas d'**absence** (non excusé par un événement impérieux et extérieur) aux réunions (sur site ou en visioconférence), une pénalité de **80 €** par absence est retenue automatiquement sur les situations du titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure.
- En cas de **retard** (non excusé par un événement impérieux et extérieur) de plus de 20 minutes aux réunions, suivi et/ou pilotage, une pénalité de **50 €** est retenue automatiquement sur les situations du titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure.

9.6. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI 201, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles, n'impliquant pas de données à caractère personnel : pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles, impliquant des données à caractère personnel : pénalité de 10 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur.

Ces pénalités s'appliquent de manière cumulative en cas de pluralité de faits générateurs constatés

9.7. Pénalités pour sous-traitance occulte

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI 2021, en cas d'exécution d'une partie du présent marché par une entreprise n'ayant pas fait l'objet d'une acceptation et d'un agrément de ses conditions de paiement préalables par le représentant du pouvoir adjudicateur, comme convenu dans le présent document, le titulaire du marché encourt une pénalité de **1 000 €** par constat de sous-traitance occulte.

Le sous-traitant non déclaré sera exclu sur le champ.

Ce constat peut être effectué par toute personne travaillant dans l'un des établissements, partie au marché.

9.8. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'établissement applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.9. Autre pénalité

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI 2021, toute autre manquement aux exigences du CCTP, fera l'objet d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 20 €.

10. En cas de changements affectant le titulaire

En cas de changements dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le titulaire s'engage formellement à en informer ou à en faire informer conjointement et immédiatement par écrit le pouvoir adjudicateur et l'établissement et à leur fournir dans les délais les plus brefs les documents suivants :

- Changements dans la structure de l'entreprise n'affectant pas sa forme juridique
 - En cas de changements de raison sociale ou de dénomination sociale : fournir soit un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société, soit une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

- En cas de changement de siège social ou domicile, de capital social, de personnes ayant le pouvoir de diriger l'entreprise et de l'engager vis-à-vis des tiers : notifier ces modifications par écrit.
- En cas de changement de compte à créditer : fournir une lettre accompagnée du nouveau relevé d'identité du compte à créditer.
- Changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale
 - En cas de modification de la forme juridique du titulaire n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (transformation régulière de la société ou participation de la société à un groupement d'intérêt économique sans lui faire apport du marché) : notifier cette modification par écrit.
 - En cas de changements portant transfert de l'exécution d'un titulaire à un autre (participation de la société à un groupement d'intérêt économique en lui faisant apport du marché, entreprise donnée en gérance libre) ou de changements importants entraînant la création d'une nouvelle personne morale (fusions, absorption, scissions).

Fournir :

- Un extrait K BIS mis à jour
- Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
- Un extrait du journal d'annonces légales relatant la décision (avec les dates de parution et références du journal)
- La déclaration du candidat (formulaire DC2)
- L'état annuel des certificats reçus (Formulaire NOTI 2) ou les liasses 3666 + l'attestation URSSAF justifiant la situation fiscale et sociale de l'entreprise au 31 décembre de l'année précédente
- Un relevé d'identité du compte à créditer

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes est suspendu jusqu'à régularisation.

11. Défaillance et résiliation

11.1. Généralités

En cas de dysfonctionnements sérieux et répétés dans l'exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur et l'établissement partie concerné peuvent conjointement décider d'appliquer des résiliations particulières et dérogatoires au chapitre 7 du CCAG-PI 2021 ;

- Article 37 du CCAG-PI 2021 pour événements extérieurs au marché
- Article 38 du CCAG-PI 2021 pour événements liés au marché
- Article 39 du CCAG PI 2021 pour faute du titulaire

En complément de l'article 39 du CCAG-PI 2021, en cas d'inexactitude des documents et renseignements remis dans le cadre de la consultation ou de l'exécution du marché, ou de non-respect des exigences contractuelles, le pouvoir adjudicateur procède, aux frais et risques du déclarant, à la résiliation du marché selon les modalités suivantes : Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Conformément à l'article 39.3 du CCAG-PI 2021, la résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

11.2. Autres défauts d'exécution

Par dérogation aux articles 36 et 39 du CCAG-PI 2021, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préavis ni indemnité et aux torts du titulaire, si ce dernier refuse le paiement des pénalités de retard ou en cas de répétition significative de toute pénalité.

Le marché peut ainsi être résilié pour faute du titulaire en cas de :

- Perte d'agrément ou de certification
- Non-respect de la réglementation en vigueur
- Non conformités régulières des produits et services livrés
- Défaillances répétées du titulaire dans l'exécution du marché
- Dysfonctionnements, défauts de qualité récurrents rencontrés par les utilisateurs
- Comportements inadéquats ou déplacés récurrents de la part du personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants)
- Non-respect ou changements répétés des prestations et non validés par l'établissement ou le pouvoir adjudicateur
- Modifications effectuées dans l'exécution du marché sans avoir été, au préalable, validées par le pouvoir adjudicateur et l'établissement
- Non-respect du règlement intérieur
- Non-respect délibéré des prix
- Non remise de livrables, ou remise de livrables en retard ou non conformes aux exigences du marché
- Absence de réponse à des demandes ou délai de réponse trop long
- Si les prestations deviennent inappropriées en raison d'évolutions techniques ou réglementaires
- En cas d'impossibilité de maintenir l'activité nécessitant les prestations (objet du présent marché) ou en cas de cessation de celles-ci.

En cas de manquements répétés (supérieurs à trois durant une période glissante de 3 mois), listés ci-dessus ou dans l'article 39 du CCAG-PI 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché pour faute sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Conformément à l'article 39.2 du CCCAP-PI 2021, selon les cas, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, a préalablement été notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

11.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI 2021, le titulaire n'a droit à aucune indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

11.4. Redressement ou liquidation judiciaire

En complément de l'article 37 du CCAG-PI 2021, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11.5. Résiliation pour transfert d'activité

En cas de transfert d'activité ou de fermeture d'un site, même temporaire, le marché peut être résilié à la date effective de transfert ou fermeture de plein droit sans donner lieu au versement d'indemnité et sans que le titulaire puisse s'y opposer.

12. Différends et litiges

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du marché.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévus par la réglementation, le différend entre les titulaires ou attributaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du tribunal administratif de Grenoble seul compétent.

En cas de titulaire étranger, la loi française est seule applicable. Le Tribunal de Grande Instance de Lyon est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.